

## Conférence et table-ronde

« Plateformes d'information géographique et open data :  
vers des plateformes de la connaissance »

**Alain CAIRAULT**  
**Opendata France**

- 1. Opendata France**
- 2. Situation en France**
- 3. Loi République numérique**
- 4. Rapport sur les dispositifs d'accompagnement des collectivités à l'ouverture des données publiques (Axelle Lemaire 17 octobre 2016)**
  - I. Contexte**
  - II. Constats**
  - III. Propositions**

- ✓ **REGROUPER** et **SOUTENIR** les collectivités territoriales engagées dans une démarche d'ouverture des données publiques
- ✓ **FAVORISER** toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'Open Data
- ✓ **MUTUALISER** les actions et les bonnes pratiques et **PORTER** des projets à l'échelle nationale ou internationale
- ✓ **REPRÉSENTER** les collectivités auprès des instances nationales et de la société civile

*Opendata France est une association loi 1901, créée en 2013, constituée exclusivement de collectivités locales.*

*Elle regroupe 65 membres. [www.opendatafrance.net](http://www.opendatafrance.net)*

## Formation

PENDATA dataactivi.st

Formation  
« Introduction à R : le couteau suisse  
de l'open data et de la data science »

## Mutualisation

PENDING L'ASSOCIATION LES ACTEURS ADHÉSION LES PUBLICATIONS NOS TRAVAUX

#7 - Juridique

A - Proposition de clauses à insérer dans les marchés publics.

3 CCAG concernés, 1 seule clause duplicable

Les marchés publics permettant d'approvisionner des outils à partir desquels des données publiques pourront être ouvertes, ou permettant de commander des prestations de service ou des études comportant dans leur résultat des données publiques sont encadrés par 3 CCAG

## Publication



## Accompagnement

## Animation

Nouveau cadre légal, opportunités... comment mettre en œuvre l'ouverture des données dans votre collectivité

- Décryptage du nouveau cadre juridique et conséquences pour les collectivités
- Disparités techniques, budgétaires... Avec quels moyens mettre en place l'open data
- Comment mettre en œuvre un processus d'acculturation efficace des équipes et des élus
- Existe-t-il un modèle économique gagnant pour l'open data
- Open data et smart city : la place de l'ouverture des données dans la construction de la ville intelligente
- Retours d'expérience sur des initiatives innovantes : méthodologie et bonnes pratiques

AVEC NOTAMMENT LES INTERVENTIONS DE :

 Corinne BOUCHOUX Co-auteure du rapport sénatorial « Refonder le droit de l'information publique à l'heure du numérique » SÉNATRICE DU MAINE-ET-LOIRE	 Jean-Philippe CLEMENT Administrateur général des données VILLE DE PARIS	 Norbert FRIANT Responsable du service Aménagement et usages du numérique RENNES MÉTROPOLE	 Laure LUCCHESI Directrice ETALAB	 Amal TALEB Vice-Présidente CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE
---	---	--	--	---

## Représentation



PENDATA FRANCE

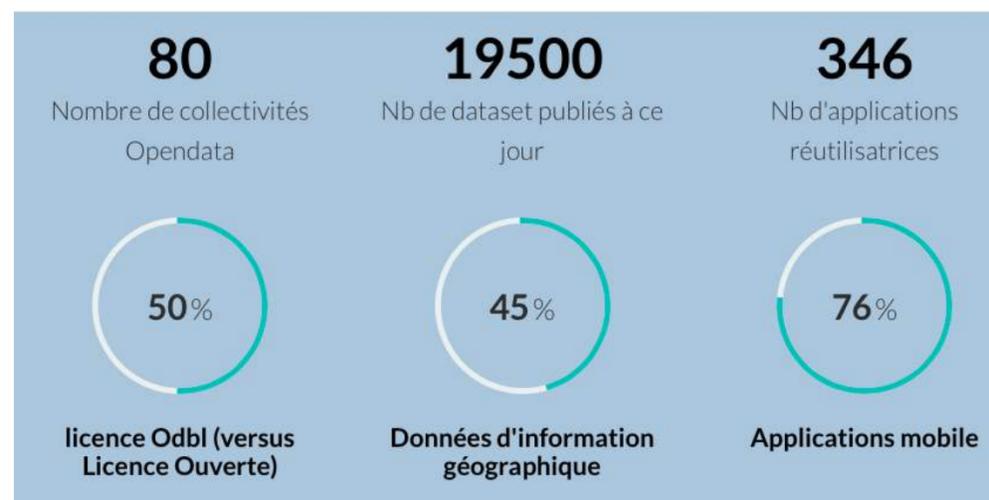
RAPPORT SUR LES DISPOSITIFS  
D'ACCOMPAGNEMENT DES  
COLLECTIVITES LOCALES A  
L'OUVERTURE DES DONNEES PUBLIQUES.

Bertrand SERP, Président d'Opendatafrance  
Jean-Marie BOURGOGNE, Délégué Général d'Opendatafrance  
avec le concours de la mission Etalab.

A l'attention de Madame la Ministre Axelle LEMAIRE,  
Secrétariat d'Etat en charge de Numérique et de l'Innovation

et

de Madame la Ministre Estelle GRELIER,  
Secrétariat d'Etat en charge des Collectivités Locales



- **80 Collectivités ouvertes**
  - 8 Régions (moyenne : 3 M Habitants),
  - 13 Métropoles (moyenne: 200 000 Habitants)
  - Nombreuses villes de petite ou moyenne taille (jusqu'à 400 Habitants) ...
- **19 500 jeux de données**
  - Type : 45% de Données Géographiques
  - 50% Licence Ouverte vs 50% ODbL
  - 80% Portail local, 20% portail régional ou national
  - Editeurs spécialisés (20% du marché)
  - Pas de standardisation !
- **350 applications utilisatrices**
  - 76 % applications mobiles
  - + 40 Appels à Projet et Hackathons
- **Animation & Civil Tech**
  - Sensibilisation à la donnée : InfoLab
  - Production Collaborative: CartoParties
- **Etat/ Etalab**
  - Portail du gouvernement : [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)
  - 224 Services Publics + 523 organisations.
  - + 20 000 JDD issus du Gouv. et agences

- 1. Circulation des données** : Les administrations auront, pour l'accomplissement de leurs missions de service public, un droit d'accès aux données des autres administrations
- 2. Diffusion des informations publiques par défaut** : Toutes les données présentant un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental (sauf atteinte à la sécurité ou à la vie privée)
- 3. Produites par les collectivités de plus de 3 500 habitants**, leur EPCI, les acteurs privés agissant dans le cadre d'une mission de service public (DSP, ..)
- 4. Des données supplémentaires seront accessibles et réutilisables** : Les services publics industriels et commerciaux, les données d'énergie, de jurisprudence, d'immobilier ou celles portant sur les délégations de service public ou les subventions
- 5. Licences** : Les licences à titre gratuit qui pourront être utilisées par les administrations seront fixées par décret (ou homologuées par l'Etat)
- 6. Un pas en avant pour le monde de la recherche** : Dans certaines conditions, accès sécurisé à des données protégées pour les chercheurs (si caractère d'intérêt public)
- 7. Service Public de la Donnée** : pour une large diffusion avec un haut degré de qualité et de disponibilité des données de référence (utilisées par un grand nombre d'acteurs)
- 8. Les algorithmes** : Les codes sources des administrations sont communicables. Les citoyens sont informés des traitements algorithmiques mis en œuvre par les administrations
- 9. Pas de régime de gratuité par défaut.**

- La loi République Numérique, promulguée à l'automne 2016, fixe un cadre général à l'Open Data et complète d'autres réglementations relatives à l'ouverture des données publiques (NOTRe, loi Macron, transposition des directives Européennes, ...)
- Les collectivités de plus de 3 500 habitants devront publier les données, non protégées, produites dans le cadre d'une mission de service public, gérées par les institutions publiques ou par des délégataires du secteur privé
- Le Secrétariat d'Etat au Numérique et celui des Collectivités locales mettent en place des dispositifs d'accompagnement dès 2017
- Les ministères s'appuient sur la DINSIC et en particulier Etalab qui coordonne l'ensemble des démarches Open Data de l'état et sur l'association **Opendata France**, qui fédère et représente les collectivités engagées dans l'Open Data

- Etat : SGMAP (Etalab / DIAT), DGCL, Agence Numérique, CGET
- CNIL / CADA
- Association d'élus : AMF, ADCF, France-Urbaine, Interconnectés, FNCCR, Villes-Internet, ...
- Collectivités : Préfectures, Régions, Départements, Métropoles, Syndicats Mixtes (Informatiques), Communes de petite et moyenne taille
- Associations citoyennes : LIBERTIC, FING, OpenStreetMap
- Autres : Experts, AFIGEO, GFII, acteurs de la formation, éditeurs, ...

# Constat (1) : Palier intermédiaire pour les grandes collectivités territoriales

- Les grandes collectivités ont ouvert leurs données avec une volonté affirmée d'innovation et de dynamique territoriale
- Des nombreuses données sont encore manquantes
- La multiplicité des portails et des gisements intermédiaires pose un problème de passage à l'échelle
- L'appropriation des données par les citoyens est difficile et doit être accompagnée
- Les données ne sont pas homogènes : description, format, couverture => pénalise lourdement la réutilisation
- Les modèles économiques de la réutilisation sont précaires (gratuité, applications mobiles et ESS)
- Passage d'une logique d'offre à une logique de la demande (centrée sur l'utilisateur et ses besoins)

## Constat (2) L'Open Data n'est pas un sujet pour les petites collectivités

- Le numérique est un sujet éloigné, les besoins sont plutôt au niveau des couches basses (réseau) ou intermédiaires (Dématérialisation/Web)
- Ces petites structures n'ont pas de priorité dans le champ de l'économie numérique ou de la modernisation de l'action publique (taille et ruralité)
- Elles n'ont pas de ressources internes dédiées aux politiques numériques, elles ne possèdent souvent pas de DSI
- Elles produisent beaucoup des données, mais en sont peu conscientes
- Les données produites sont peu référencées (archives) et structurées (papier, pdf)
- Des nombreuses compétences ont été transférées à un EPCI, syndicat ou un département
- Le support des services déconcentrés de l'état fait défaut

# Proposition - Socle Commun des données et Normalisation des formats

## ➤ Objectifs :

- Eviter à tout prix la dispersion de données non homogènes (format et nature)
- Coproduire un socle commun national (20 jeux de données)
- Faciliter l'identification et la production des données
- Favoriser la qualité des données plus que leur nombre, leur médiation plus que leur production

## ➤ Propositions :

- Définition d'un socle commun de données prioritaires pour répondre aux finalités (demande) et pas seulement les données disponibles (offre)
- Finalités
  - Transparence de l'action publique: budget, délibération, subventions, associations
  - Création de services : transports, environnement, BAN, Patrimoine public
  - Efficacité : données géographiques, PLU, culture, social, état civil, agenda
- Etablir un format issu de bases nationales qui serviront de gisement
- Qualifier ce socle commun en relation avec la CNIL et la CADA

# Draft de Socle Commun et « dotation de données nationales »

Niveau	Données	Objectifs
Dotation de données (projection des données nationales au niveau local)	<b>Données existantes au niveau national, ouvertes, structurées</b>	
	Budget	Transparence
	Election	Transparence
	Données géographiques (cartes Géoportail, OSM, ...)	Service
	Base Adresse Nationale	Service
	Zonage Politique de la Ville	Service
	Contour IRIS (IGN/INSEE)	Service
	Etat Civil / Décés+Naissances (INSEE)	Consultation
	Pollution (Météo)	Service
	Couverture 2G/3G/4G (ARCEP)	Consultation
	Statistiques INSEE : logement, Socio-pro...	Consultation
	Nb de fct médicale (INSEE)	Consultation
	<b>Données existantes au niveau national, non ouvertes</b>	
	Association	Transparence
Marchés Publics	Transparence	
PLU	Service	
Permis de construire	Transparence	
autres sources publiques : Santé, Education	Consultation	
Données locales produites par la collectivité	<b>Données existantes au niv. Local, non disponibles au niveau national</b>	
	PV et Délibération (anonymisés)	Transparence
	Subventions aux associations	Transparence
	Services Urbains (Transport, Déchets, Eau)	Service
	Equipements municipaux (bâtiments, espace public)	Service
	Services municipaux (Cantine, Activité périscolaire, ...)	Consultation
	Agenda municipal (culturel, manifestations, marché, ...)	Service
	Etat Civil / Prénoms	Consultation
	Etablissements Recevant du Public (ERP)	Service
	Coûts des services...	Transp./Consultation
	Autres...	

# Proposition - Soutien technique : faciliter la mise à disposition des données et leur publication

## ➤ Objectifs :

- Faciliter les tâches de production et de normalisation
- Favoriser la communication sur les données ouvertes plutôt qu'un travail fastidieux de production (probablement voué à l'échec)
- Inciter à une production locale essentielle

## ➤ Propositions :

- Extraction de données depuis des référentiels nationaux, régionaux ou départementaux: Mise à disposition des données via une API Etat et démonstrateur
- Outils éventuels de production de données locales à partir de CR de conseils municipaux
- S'associer aux grands éditeurs de logiciels spécialisés (Berger-Levrault, ADULACT, ..) qui intégreront les fonctions d'export dans leurs solutions mutualisées
- S'appuyer sur toutes les structures de supports mutualisées : Syndicats Mixtes, Métropoles, plateformes régionales, ...
- Permettre l'enrichissement des données par le niveau local (ex. association) et la remontée/consolidation au niveau national des données locales

# Proposition - Accompagnement pédagogique : supports pédagogiques & déploiement

## ➤ Objectifs :

- Mise à disposition de ressources pédagogiques
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement en s'appuyant sur des acteurs légitimes
- Mise en place d'un réseau de soutien local pour une approche personnalisée

## ➤ Propositions :

- Définir et réaliser le catalogue des supports pédagogiques :
  - Cibles : Elus et directeurs, chefs de projet ou correspondants techniques, animateurs
  - En fonction la taille de la collectivité et envergure du projet
  - En fonction des canaux de formation (Présentiel, web, MOOC)
- Publier, animer et entretenir l'offre et les ressources en ligne
- S'appuyer sur les acteurs existants et légitimes pour le déploiement (« **labellisation** »)
  - Instituts de formation agréés (CNFPT, CNAM, INSET)
  - Acteurs nationaux publics ou privés : Idéal Connaissance, La Gazette
  - Acteurs locaux : institutions publiques ou privées

# Proposition - Relais niveau régional et animation locale

- Objectifs :
  - Structurer une démarche homogène au niveau national
  - S'appuyer sur un réseau de niveau régional pour le support 1° niveau : information, aiguillage, relais, animation
  - S'appuyer sur un réseau local pour le support 2° niveau
  
- Propositions :
  - Une cellule de coordination nationale
  - Associer les Régions (CPER), les Départements (SDUN) ou les Métropoles
    - Infrastructure, sensibilisation, animation
  - Conventionner avec des grands acteurs de la médiation numérique pour la sensibilisation, la formation et l'accompagnement
  - Fond d'animation pour soutien des acteurs locaux

➤ Objectifs :

- Tester en grandeur réelle l'adaptation des dispositifs proposés
- Améliorer les supports et les méthodes, rôder les organes de coordination
- Capitaliser des expériences réussies à des fins de pédagogie et de communication

➤ Propositions :

- Territoires-pilotes ayant déjà une bonne maturité dans l'accompagnement de l'Open Data
- Choisir un planning et un périmètre d'action pour l'expérimentation, par exemple :
  - Durée : 6 mois
  - Cibles :
    - 2 régions
    - 2 préfectures
    - 2 départements
    - 2 villes de taille moyenne
    - organismes de formation, éditeurs de logiciel
- Mettre en place des indicateurs pour évaluer l'expérimentation

# Proposition - Gouvernance

- Objectifs :
  - Animer les acteurs, mutualiser des productions, « faire avec »
  - Maintenir et enrichir les bases communes
  - Conduire le programme et Evaluer le déploiement de l'Open Data
- Propositions :
  - Une mission de soutien au déploiement national avec le rôle d'animation et de mutualisation
  - Une instance collégiale de conseil incluant les partenaires
  - Une coordination avec d'autres programmes d'accompagnement à la transformation numérique des territoires (DcANT/INP, ...)
  - Mise en place de l'Observatoire de l'Open Data Local
- Le Rôle d'Opendata France :
  - Chargé d'élaborer les packs techniques et pédagogiques
  - Chargé d'animer l'expérimentation
  - Rapporte à la MOA : Etat (Sec. d'Etat au Numérique, aux Collectivités Locales et Etalab)
  - Financement SGMAP, annonce officielle du lancement de l'expérience. : 8 déc. 2016 (OGP)